

Alger au Sahel : stabilité et sécurité

Yahia H. Zoubir, Abdelkader Abderrahmane

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/2 Été**, PAGES 119 À 130

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.222.0119

Date de mise en ligne : 13/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-2-page-119?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Alger au Sahel : stabilité et sécurité

Par **Yahia H. Zoubir** et **Abdelkader Abderrahmane**

Yahia H. Zoubir est professeur en études internationales et directeur de recherche en géopolitique à Kedge Business School et *senior non-resident fellow* au Middle East Council on Global Affairs à Doha (Qatar).

Abdelkader Abderrahmane est chercheur senior dans le programme ENACT de l'Institut d'études de sécurité à Dakar (Sénégal) et *senior non-resident fellow* à l'Atlantic Council.

Entourée d'une Libye et d'un Sahel plongés dans la tourmente, Alger tente de redéfinir son rôle régional après la longue parenthèse Bouteflika. Puissance incontournable de la région, elle joue pour ce faire de son héritage d'une diplomatie de dialogue, affirmant de plus en plus ses choix propres : coopérations bilatérales, organisation d'une réponse régionale à l'instabilité, diplomatie économique, dans une logique qui demeure méfiante vis-à-vis des acteurs extérieurs à la zone.

politique étrangère

Depuis la chute de Kadhafi en 2011, la Libye a par effet domino plongé le Sahel dans une interminable tourmente géopolitique et sécuritaire. La situation du Mali, au cœur de l'instabilité régionale, reste préoccupante pour les Maliens, leurs voisins et au-delà. En février 2022, l'annonce du retrait des troupes françaises de Barkhane ainsi que de la mission européenne Takuba constitue une opportunité pour Alger de réinvestir les dossiers malien et sahélien en mettant en avant ses principes de dialogue, pierre angulaire de sa politique étrangère depuis l'indépendance de 1962.

Depuis l'élection de Abdelmadjid Tebboune en décembre 2019, qui fait suite à des années de léthargie diplomatique sous Abdelaziz Bouteflika, Alger a accéléré son retour diplomatique pour retrouver le rôle qu'elle tenait sur les plans régional et international dans les années 1960-1990. À cet égard, l'Algérie est un acteur de premier rang pour la stabilité politique, sécuritaire et économique de la région.

Une diplomatie régionale

Autrefois décrite par Amílcar Cabral comme la « Mecque des révolutionnaires », l'Algérie a longtemps joué un rôle politique de premier plan en Afrique subsaharienne. Évoluant dans un voisinage instable, elle est préoccupée par les guerres civiles de Libye (2011, 2014 et 2019-2020) ; l'instabilité politique de la Tunisie depuis 2011 ; et la situation volatile au Sahel, en particulier au Mali. À cet environnement géopolitique instable s'ajoute la rivalité idéologique et géopolitique avec le Maroc, qui a conduit à une rupture diplomatique en août 2021.

C'est dans ce contexte turbulent qu'Alger s'est lancée, depuis 2020, dans une offensive diplomatique à tous niveaux. Le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra joue un rôle crucial dans ce nouveau paradigme : une diplomatie active et préventive. Avec Le Caire, un rapprochement s'est récemment imposé du fait de la crise sahélienne, l'instabilité en Libye ou la dispute entre Égypte, Soudan et Éthiopie sur le grand barrage éthiopien de la Renaissance (GERD). Alger a engagé des discussions bilatérales sur le GERD avec les trois parties, afin de pouvoir présenter une feuille de route acceptable pour tous les protagonistes¹. Lors de sa visite au Caire en juillet 2021, Lamamra a rappelé² que « de par son histoire, son poids et ses responsabilités, l'Algérie est plus que jamais prête à aider les pays de la région pour décoller à nouveau et avec force vers la réalisation de cet objectif escompté ». Pour lui, « l'Algérie s'érigera en pays pivot qui agira, comme par le passé, en ce qui concerne l'exportation de la paix, de la stabilité et de la sécurité, à commencer par l'espace sahélo-saharien, jusqu'aux foyers de tension partout à travers le continent africain ».

Alger a souvent utilisé d'un discret leadership, loin des projecteurs et des interventions militaires. État pivot de la région³, l'Algérie s'est impliquée dans le passé pour ramener la paix chez ses voisins maliens, libyens et tunisiens. Troisième puissance militaire africaine après l'Égypte et l'Afrique du Sud, elle demeure la première dans la région maghrébo-sahélienne. Puissance moyenne, son influence et sa diplomatie ont fait d'elle un interlocuteur régional indispensable de l'Union africaine (UA), des États-Unis, de la Russie, de la Chine, de la France et, plus largement, de l'Union européenne (UE).

1. « L'action diplomatique de l'Algérie. Constantes et redéploiement », *Les Cahiers de l'APS*, n° 1, 2021, p. 4, disponible sur : fr.calameo.com.

2. *Ibid.*, p. 5-6.

3. R. S. Chase, E. B. Hill et P. Kennedy, « Pivotal States and U.S. Strategy. », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 1, 1996, p. 33-51.

L'Algérie, « pays exportateur de stabilité et de sécurité »

L'instabilité régionale et la présence de groupes terroristes à ses frontières constituent des menaces directes à la stabilisation de l'Algérie. Pour combattre ce fléau, les autorités algériennes ont opté pour des stratégies diplomatique et militaire complémentaires.

En 2015, Alger a développé la notion de « pays exportateur de stabilité et de sécurité ». Cette conception s'inspire de l'expérience nationale qui a opposé forces de sécurité et groupes islamistes de 1992 à 2002, puis établi un dialogue inclusif avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le conflit et trouvé une solution dans un cadre juridique. Cette politique trouve son origine dans la loi de la « Rahma » (clémence), annoncée en 1994 sous présidence de Liamine Zéroual, et celles sur la « Concorde civile » et la « Réconciliation nationale ». Ces lois ont donné une couverture politique à un processus qui a définitivement clos le conflit⁴.

Après des années d'ostracisme dues à la crise politique et sécuritaire interne, l'Algérie a réussi à se repositionner sur la scène internationale. Le 11 septembre 2001 a largement permis un tournant des États-Unis vers une plus profonde collaboration avec Alger dans le cadre de leur guerre mondiale contre le terrorisme (GWOT), Washington ayant pris conscience de son importance dans cette guerre.

L'Algérie a donc tissé des liens sécuritaires solides avec les États-Unis, qui la voient comme un acteur clé : en 2010, l'ambassadeur américain à Alger David D. Pearce a ainsi reconnu qu'aucun pays au Sahel et en Afrique du Nord n'était plus important que l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)⁵. Pour lui, l'Algérie assumait 60 % du fardeau de la lutte contre le terrorisme dans la région. Un avis repris par Amanda Dory⁶, ex-secrétaire adjointe chargée des Affaires africaines au département américain de la Défense, devant le Sénat américain : « en raison de sa position stratégique, et de sa longue expérience dans la lutte contre le terrorisme sur son propre territoire, l'Algérie est un partenaire stratégique essentiel des États-Unis ».

4. Y. H. Zoubir et L. Aït-Hamadouché, « The Fate of Political Islam in Algeria », in B. Maddy-Weitzman et D. Zisenwine (dir.), *The Contemporary Maghrib*, Gainesville, University Press of Florida, 2007, p. 103-131.

5. Cité dans T. Hamel, « Le dilemme de l'activisme algérien dans le Sahel-Maghreb. », *Le Quotidien d'Oran*, 28 août 2014, disponible sur : www.lequotidien-oran.com.

6. « Africa Political, Economic and Security Issues. Witnesses testified on political, economic and security issues in Morocco, Algeria, Tunisia, and Libya. », *C-Span*, 21 novembre 2013, disponible sur : www.c-span.org.

Dans le même esprit, lors d'une visite en Algérie en septembre 2020, le chef du Commandement américain pour l'Afrique Stephen Townsend déclarait que l'Algérie joue un rôle essentiel dans la lutte contre le terrorisme et pour la sécurité de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée. Plus généralement, Alger entretient également de bonnes relations avec différents partenaires. Si les relations avec la France peuvent parfois sembler difficiles, la coopération en matière de contre-terrorisme n'en est pas affectée, les deux pays entretenant de bonnes relations en termes de partage de renseignements.

L'Algérie est devenue un acteur majeur de la GWOT en participant à des exercices du Partenariat transsaharien pour la lutte contre le terrorisme. Elle est aussi membre fondateur du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) et coprésidente du groupe de travail sur le renforcement des capacités de la région du Sahel du GCTF. Elle utilise ce forum pour défendre le mémorandum d'Alger sur les bonnes pratiques pour la prévention et la prohibition de paiements de rançons aux terroristes pour la libération d'otages. Après une intense et active diplomatie algérienne, l'Organisation des Nations unies (ONU) a ainsi prescrit l'interdiction du paiement de rançons en échange de la libération d'otages, paiement qui nourrit le terrorisme et les activités terroristes. De même, lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2178 condamnant les combattants terroristes étrangers, l'Algérie a publiquement exprimé son soutien et son engagement pour la stratégie mondiale de l'ONU de lutte contre le terrorisme, rappelant son expérience antérieure avec les combattants étrangers de retour d'Afghanistan dans les années 1990 et la nécessité d'aborder le phénomène de manière globale.

La politique régionale de l'Algérie

En dépit de ses immenses ressources naturelles, le Sahel demeure confronté à des défis titanesques : démographie galopante, pauvreté, terrorisme, crime organisé... La région est aussi d'une importance capitale pour l'Algérie, qui la perçoit comme hautement vulnérable pour sa propre sécurité et stabilité. De ce fait, ses dirigeants estiment que, de par sa situation géographique et sa puissance militaire, l'Algérie doit y jouer son rôle de leader naturel – statut au demeurant reconnu par les acteurs régionaux et d'autres partenaires comme l'UE ou les États-Unis, qui considèrent⁷ que « notre coopération [avec l'Algérie] en matière de sécurité et notre lutte commune contre le terrorisme continueront d'être la pierre angulaire de nos relations bilatérales ».

7. « Algérie/États-Unis : les deux pays recherchent la stabilité en Afrique du Nord et au Sahel », Algérie Presse Service, 9 février 2022, disponible sur : www.aps.dz.

Sous Kadhafi, la rivalité entre la Libye et l'Algérie avait considérablement affecté à la fois la dynamique des conflits au Sahel et les processus de médiation et de consolidation de la paix⁸. Suite à la chute de Kadhafi et à l'affaiblissement de l'État libyen, l'Algérie se retrouve être l'un des principaux, si ce n'est le principal garant de la paix dans la région. À cet égard, Alger s'efforce de ramener la paix et la stabilité chez ses voisins malien, libyen et tunisien, sécurisant la région du Sahel *via* ses relations bilatérales et, notamment, la coordination militaire et sécuritaire. Pour ce faire, l'Algérie préconise une approche endogène et régionale impliquant les pays voisins, renforçant ses frontières et celles de ses voisins au prix d'une lourde charge financière et humaine⁹. À cet égard, l'Algérie continue de jouer un rôle important pour former et entraîner des forces spéciales ainsi que pour fournir équipements adéquats et aide technique à ses voisins. Elle a ainsi, depuis une dizaine d'années, dépensé plus de 100 millions de dollars au Mali, au Tchad, au Niger, en Libye et en Mauritanie. Concernant le secteur de la défense et de la sécurité, le Niger et l'Algérie poursuivent une coopération exemplaire, soulignée¹⁰ lors de la réunion de la Commission mixte militaire bilatérale tenue en août 2021. L'Algérie a également fourni une aide financière régulière à ses voisins et au-delà, et annulé leurs dettes.

Importance de la coordination bilatérale militaire et sécuritaire

Les pays d'Afrique du Nord subissent une intense pression de flux de migrants subsahariens qui rejoignent clandestinement l'Algérie à partir du Niger, certains continuant jusqu'au Maroc. Du fait de la pression de leurs partenaires européens pour empêcher les migrants de traverser la Méditerranée, les pays du Maghreb jouent un rôle prépondérant pour la sécurisation des frontières de l'UE par la prévention de l'immigration illégale. L'Algérie se montre proactive dans la région sahélo-saharienne avec la construction d'une série de fortifications sophistiquées, qui couvrent d'importantes étendues le long des frontières avec le Maroc, le Mali, le Niger, la Libye et la Tunisie¹¹.

Après la désastreuse intervention militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en Libye de 2011, les relations entre Alger et Tripoli

8. V. Baudais, A. Bourhous et D. O'Driscoll, « Conflict Mediation and Peacebuilding in the Sahel: The Role of Maghreb Countries in an African Framework », *SIPRI Policy Paper*, n° 58, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, janvier 2021, disponible sur : www.sipri.org.

9. Entretien par courriel avec un diplomate algérien de haut rang sous couvert d'anonymat en juin 2018.

10. « L'action diplomatique de l'Algérie. Constantes et redéploiement », *op. cit.*, p. 19 ; « Le MAE nigérien salue la qualité de la coopération avec l'Algérie dans le domaine de la sécurité. », *Algerie 360°*, 28 juillet 2016, disponible sur : www.algerie360.com.

11. M. Herbert, « The Challenge of Coordinating Border Management Assistance between Europe and the Maghreb », Migration Policy Institute, mars 2022, p. 11, disponible sur : www.migrationpolicy.org.

ont été axées sur la recherche d'une solution durable à la dangereuse impasse libyenne. L'Algérie a ainsi préconisé une réconciliation nationale *via* un processus inclusif réunissant les rivaux, y compris les islamistes et responsables de l'ère Kadhafi, et excluant les djihadistes de Daech et d'AQMI. Alger a donc favorisé une solution consensuelle et démocratique, pour aboutir à des élections et une nouvelle constitution, et collaboré avec les envoyés spéciaux de l'ONU en poursuivant ses efforts pour une solution passant par des moyens préservant l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye. En mai 2021, le Premier ministre du Gouvernement d'union nationale libyen a souligné l'importance de renforcer la coopération de sécurité entre Tripoli et Alger afin de lutter contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme, et de parvenir à un développement global en faisant face aux interférences négatives dans la région¹².

La préoccupation algérienne pour la stabilité et la sécurité de la Libye est partagée par l'Égypte. En août 2021, Alger et Le Caire se sont rapprochées et ont renforcé leur coordination sur la situation de leur voisin commun, pour « faire respecter la volonté du peuple libyen en soutenant les institutions libyennes et en appuyant les efforts actuels pour réaliser la sécurité et la stabilité et maintenir l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Libye¹³ ». Pour Lamamra, l'Algérie et l'Égypte, en tant que voisins de la Libye, ont une « responsabilité spéciale » pour aider à restaurer sa stabilité.

Au-delà, Alger pousse son agenda panafricain et son processus de construction de la paix à travers l'UA. L'Algérie y joue un rôle central car elle fait partie des *Big Five* (avec le Nigeria, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud et l'Égypte). Au lendemain de son 35^e sommet, l'Algérie et l'Afrique du Sud ont réussi à geler la décision de l'UA d'accorder le statut d'observateur à Israël. Lors du même sommet, Alger a insisté sur la nécessité de combattre et de prévenir le terrorisme violent et l'extrémisme en Afrique.

Le Comité opérationnel conjoint des chefs d'état-major face aux initiatives rivales

Pour être plus efficace au Sahel, l'Algérie a tenté de mettre en place une réponse régionale coordonnée au terrorisme transfrontalier, à la contrebande et à d'autres activités impliquant des groupes armés. Ce processus de terrain s'est traduit par la mise en place du plan de Tamanrasset, validé en 2009 par les pays du champ – Algérie, Niger, Mali et Mauritanie. Il a

12. « Libya and Algeria Reaffirm their Efforts to Strengthen Relations between Both Countries », *The Libya Observer*, 4 juillet 2021, disponible sur : www.libyaobserver.ly.

13. « L'action diplomatique de l'Algérie. Constantes et redéploiement », *op. cit.*, p. 8.

conduit à la création, en 2010, d'un centre d'opérations militaires conjoint, le Comité opérationnel conjoint des chefs d'état-major (CEMOC), qui siège à Tamanrasset, et d'une cellule de renseignement conjointe, l'Unité de fusion et de liaison (UFL), sise à Alger. Il s'agit là de la première tentative d'une architecture de sécurité régionale au Sahel dotée d'une dimension opérationnelle. La doctrine des « pays du champ », telle que la conçoivent les autorités algériennes, consiste à développer les capacités des États concernés à gérer les défis sécuritaires de la région sans recourir à des acteurs extérieurs, sans toutefois exclure la coopération avec les États-Unis ou l'UE – le rôle de ces derniers devant se limiter à une aide spécifique (formation, soutien logistique et renseignement).

Si les résultats tangibles ne sont pas à la hauteur des attentes du CEMOC, cette coopération pour la conduite d'opérations, l'analyse des menaces sécuritaires et le partage des responsabilités aux frontières, constitue un modèle louable qui témoigne d'une réelle volonté de collaboration¹⁴.

L'initiative s'est heurtée à deux obstacles majeurs. Le premier découle du principe algérien de non-intervention au-delà des frontières, principe adopté depuis l'indépendance mais qui ne permet pas une stratégie de sécurité collective efficace. La nouvelle Constitution de 2020 autorise certaines opérations à l'étranger après l'aval des deux tiers des parlementaires, et pourrait donc permettre de surmonter ce handicap. Le CEMOC a également montré ses limites quand l'Algérie a refusé d'intervenir directement au Mali pour stopper l'avancée d'Ansar Dine et d'AQMI au sud du pays en 2013, avancée qui devait entraîner l'intervention de la France. De 2010 jusqu'au coup d'État de 2012, Amadou Toumani Touré (ATT) a demandé l'intervention des Algériens dans le nord du Mali¹⁵. L'*establishment* sécuritaire d'Alger s'y était opposé¹⁶, craignant de « s'enliser dans les sables du nord du Mali ».

Deuxième obstacle : l'absence de confiance, qui a constitué un facteur déterminant en 2010-2012. Des officiers supérieurs du renseignement algérien reconnaissent qu'ils ne pouvaient pas toujours faire confiance aux responsables de la sécurité malienne, en raison des liens que certains d'entre eux entretenaient avec AQMI et les narcotrafiquants – certains facilitant même le paiement de rançons aux kidnappeurs terroristes. Pour les autorités algériennes, une lutte résolue contre le terrorisme nécessite une coopération régionale et opérationnelle structurée, ainsi qu'une

14. F. Blyth, « "Perilous Desert" Finds Interconnected Threats and Solutions in the Sahara », *Global Observatory*, Institut international de la paix, 2 mai 2013, disponible sur : www.theglobalobservatory.org.

15. Y. Zoubir, entretien avec un ministre malien en octobre 2016.

16. Y. Zoubir, communication personnelle en mars 2014.

volonté politique commune. Durant le mandat d'ATT au Mali, les Algériens ont été agacés par son inertie dans le nord du pays, où AQMI et d'autres groupes avaient établi un véritable sanctuaire¹⁷.

Le G5 Sahel

Un certain malentendu peut exister entre une Algérie qui souhaite construire une architecture de sécurité régionale pour prévenir les interventions étrangères, et des voisins qui s'appuient toujours plus sur leur ancienne puissance coloniale.

Il est en effet important de souligner qu'en dépit du cadre de Tamanrasset, les États du Sahel (Mauritanie, Mali et Niger) ont constamment maintenu et cherché à élargir leur coopération sécuritaire directement avec des puissances extérieures comme la France ou les États-Unis. Ils ont même parfois travaillé les uns avec les autres dans des opérations militaires conjointes, sans aucune coordination avec l'Algérie. En outre, depuis son intervention militaire au Mali en 2013 et afin de faciliter les déploiements rapides en Afrique, la France a revu son positionnement militaire sur le continent avec le Tchad, le Mali, le Niger et d'autres pays africains.

Au Niger, par exemple, Paris a renforcé sa coopération militaire avec Niamey en étendant sa base militaire à Niau Sahel. Cette étroite coopération semble toujours d'actualité à en croire le président Mohamed Bazoum¹⁸, pour qui « quelles que soient les raisons qui peuvent être au fondement d'une action d'opposition à la France, ici, au Niger, l'opinion majoritaire, que je représente, et en vertu de laquelle je suis ici, n'a que foutre de savoir si c'est bien de pactiser avec les Français pour lutter contre les terroristes. Et si je leur dis que c'est une bonne chose d'aller avec les Français et les Européens, nous irons ».

À plusieurs reprises, l'Algérie a été confrontée à des initiatives extérieures émanant de la France et de ses alliés africains qui, dans une certaine mesure, font double emploi avec les siennes. Ainsi, ce n'est pas une coïncidence si la France a convoqué à Nouakchott un sommet extraordinaire du G5 Sahel initié par Paris pour promouvoir la coordination de la paix et de la sécurité entre la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger, un jour après le lancement du processus de Nouakchott¹⁹.

17. Y. Zoubir, communication personnelle en juin 2012.

18. Cité dans C. Châtelot, « Mohamed Bazoum : "Le G5 Sahel a du plomb dans l'aile." », *Le Monde*, 2 avril 2022, disponible sur : www.lemonde.fr.

19. « L'Algérie et ses voisins. », *Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord*, n° 164, International Crisis Group, 13 octobre 2015, p. 12, disponible sur : d2071andvip0wj.cloudfront.net.

De même, en 2014, la France a lancé une unité régionale de fusion des renseignements qui présente des similitudes frappantes avec l'UFL basée à Alger. Deux ans plus tard, la France a aussi tenté de convoquer un sommet sur la Libye à Paris sans inviter un seul responsable algérien, ce qui pourrait indiquer que « Paris voudrait torpiller les efforts d'Alger et de l'ONU pour apporter une solution de paix durable en Libye²⁰ ».

Cette coopération régionale ambivalente explique pourquoi les responsables algériens soutiennent que les services de renseignement de nombreux pays sahéliens sont peu fiables et trop proches de la France. Alger le perçoit comme une tentative constante de contrecarrer l'influence et la politique de l'Algérie au Sahel, et donc comme un obstacle majeur à la pleine efficacité du CEMOC. En outre, les autorités algériennes estiment²¹ que la multiplication des initiatives en matière de sécurité, en particulier celles menées par des puissances étrangères à la région – comme celle du G5 Sahel –, est préjudiciable à la lutte contre le terrorisme. Une évaluation confirmée par des études, qui parlent d'un *regional security traffic jam* (embouteillage sécuritaire régional).

Alger, Paris : des actions à double emploi ?

Concernant le G5 Sahel, il est important de souligner que, outre ses faiblesses militaires, il repose sur de larges failles géostratégiques. D'un point de vue sécuritaire, le G5 Sahel et ses alliés divisent *de facto* la région géographique et politique qui s'étend du golfe de Guinée à l'Afrique du Nord en trois sous-régions : le Maghreb, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest, ignorant ainsi leurs profondes interdépendances politiques, géographiques et sécuritaires²². Pourtant, le Sahara constitue le lien et le prolongement géographique et topographique naturel entre le Sahel et le Maghreb. C'est aussi une immense région que les hommes et leurs animaux traversent depuis des siècles, sans tenir compte d'aucune frontière. Dans son format actuel, la logique horizontale (est-ouest) du G5 Sahel ignore donc les dynamiques nord-sud et interrégionales, alors même que la contagion des crises suit aujourd'hui des dynamiques verticales, du Mali au Burkina Faso ou au Nigeria. Ce qui fait dire au président nigérien²³ Mohamed Bazoum que, huit ans après sa mise en place, le G5 Sahel a « du plomb dans l'aile [...] ». Peut-être n'était-il pas bien conçu sur le

20. G. Oukazi, « Réunion de "parrains" à Paris, Esseradj à Alger : La Libye, entre parasitages et tuteurs autoproclamés », *Le Quotidien d'Oran*, 4 octobre 2016, disponible sur : www.lequotidien-oran.com.

21. Y. Zoubir, entretien à Alger le 25 janvier 2018.

22. A. Abderrahmane, « Au Mali, la France cultive son Afghanistan », *Middle East Eye*, 7 janvier 2021, disponible sur : www.middleeasteye.net.

23. C. Châtelot, « Mohamed Bazoum : "Le G5 Sahel a du plomb dans l'aile." », *op. cit.*

plan opérationnel. Il faut envisager des modes d'opération pertinents qui peuvent combiner des armées de pays différents ».

Mali

Au Mali, l'Algérie a déployé beaucoup d'efforts pour aider à résoudre la crise, proposant ses bons offices pour négocier des accords de paix entre Bamako et les différents groupes d'opposition, tels les Touareg. Bamako a demandé à plusieurs reprises à l'Algérie d'être le médiateur entre la capitale malienne et l'opposition touareg.

Alger a donc été le médiateur principal du dialogue inter-malien qui a finalement réuni les principaux protagonistes vers l'accord de Bamako signé en avril 2015. L'ancien ministre malien des Affaires étrangères, Soumeylou Boubèye Maïga, a pu souligner²⁴ la disponibilité de l'Algérie pour aider le Mali à élaborer une nouvelle loi d'entente nationale : « l'Algérie joue depuis toujours un rôle majeur et essentiel dans la stabilité du Mali. À deux reprises au moins, elle est intervenue pour aider les Maliens à se retrouver entre eux, que ce soit en 1992 ou en 2015 ».

Lors de sa visite à Bamako en août 2021, Lamamra a réaffirmé l'engagement algérien pour la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, à travers la poursuite du dialogue avec l'ensemble des parties et des efforts visant à accélérer le rythme de sa mise en œuvre. Durant leur rencontre avec Lamamra, les responsables des mouvements signataires ont unanimement réaffirmé leur soutien à l'accord de paix, qui constitue le cadre optimal pour consolider le retour durable à la stabilité du pays, tout en saluant l'engagement constant de l'Algérie en faveur du Mali. Lamamra a pour sa part insisté sur la poursuite du dialogue et l'engagement de l'Algérie à jouer pleinement son rôle de médiateur.

L'implication de l'Algérie dans le dossier malien est également due à ses propres dynamiques nationales. Depuis l'indépendance, elle a réussi à intégrer son importante population targaie dans une identité nationale commune. La question des Touareg au Mali, et de leur éventuelle tentative de sécession ou d'indépendance, revêt donc une grande importance pour sa propre sécurité nationale²⁵. Les autorités algériennes craignent un effet de contagion qui, du Mali, pourrait en venir à déstabiliser l'Algérie.

24. « L'Algérie joue "depuis toujours un rôle majeur et essentiel" dans la stabilité du Mali. », Algérie Presse Service, 13 janvier 2018, disponible sur : www.aps.dz.

25. Y. H. Zoubir, « Algeria and the Sahelian Quandary: The Limits of Containment Security Policy. », *EuroMeSCo Joint Policy Study*, n° 8, avril 2018, disponible sur : www.euromesco.net.

Il est important de rappeler que les Accords d'Alger constituent un document très élaboré, à partir duquel peut se reconstruire la paix au Mali. Comme déjà souligné, « l'Algérie devrait continuer à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation de 2015. Ce faisant, elle devrait contribuer à renforcer la confiance entre le gouvernement central et les acteurs non étatiques impliqués dans la crise malienne. Elle devrait également s'efforcer de mettre en place un processus régional de médiation au Sahel par le biais de l'UA, plutôt que de travailler en tant qu'acteur individuel. En travaillant avec d'autres acteurs de la région, elle peut développer un processus collectif de résolution des conflits et de consolidation de la paix avec des ressources et un effet de levier plus importants²⁶ ».

Diplomatie économique

L'activisme politico-économique régional de l'Algérie peut aussi être perçu à travers la relance du projet de gazoduc transsaharien, qui vise à exporter le gaz du Nigeria vers l'Europe en passant par l'Algérie. En février 2022, l'Algérie, le Niger et le Nigeria ont signé la Déclaration de Niamey pour la reprise du projet de gazoduc transsaharien, évalué à plusieurs milliards de dollars. Ce gazoduc, d'une longueur de 4 128 kilomètres, reliera Warri au Nigeria à Hassi R'Mel en Algérie, en passant par le Niger. Une fois achevé, il pourra délivrer chaque année 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel du Nigeria, de l'Algérie et du Niger vers les marchés européens *via* la côte méditerranéenne stratégique de l'Algérie, et alimentera les stations intérieures tout au long de son tracé. Grâce à ce gazoduc, l'Europe pourra puiser directement dans les importantes réserves de gaz naturel des trois pays, diversifiant ainsi son approvisionnement dans le sillage de la crise énergétique actuelle, tout en créant des sources de revenus essentielles pour ces marchés gaziers africains²⁷.

Alger, acteur gazier majeur pour l'UE

Du point de vue économique régional, ce gazoduc permettra également au Niger de valoriser ses énormes réserves de gaz. Elles sont estimées à 34 milliards de mètres cubes, sans compter des réserves récupérables de 24 milliards de mètres cubes. Le Niger sera également en mesure d'utiliser son gaz domestique pour développer une industrie pétrochimique, avec la production de sous-produits tels que l'ammoniac, l'urée et les engrais.

26. V. Baudais, A. Bourhrous et D. O'Driscoll, « Conflict Mediation and Peacebuilding in the Sahel: The Role of Maghreb Countries in an African Framework », *op. cit.*, p. 35.

27. « Regional Ministers Sign the Declaration of Niamey, Get Trans-Saharan Gas Pipeline Back on Track », *African Business*, 17 février 2022, disponible sur : african.business.

La position stratégique de l'Algérie et son statut d'exportateur mondial de gaz pourraient lui permettre d'être un facteur de stabilité régionale, mais aussi un partenaire gazier majeur de l'UE, en particulier des pays du Sud comme l'Espagne et l'Italie. Preuve en est qu'à la suite de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, les pays européens, largement dépendants du gaz russe, ont sollicité Alger pour que le pays leur fournisse davantage de gaz. En février 2022, Rome a été la première à ouvrir des discussions avec les autorités algériennes pour une augmentation du gaz exporté vers l'Italie, afin de compenser une éventuelle diminution du gaz russe. Le président du Conseil italien, Mario Draghi, s'est ensuite rendu à Alger le 11 avril 2022 pour signer un accord visant à accroître les quantités de gaz algérien de 50 %. L'Italie est actuellement le premier client du gaz algérien et l'Algérie le deuxième fournisseur de gaz de l'Italie, après la Russie qui lui fournit 40 % de ses besoins.

* * *

L'Algérie, grâce à sa longue expérience en matière de médiation pour la paix, demeure le seul pays de la région susceptible de jouer un rôle politique clé et proactif au Sahel. Partageant une frontière commune avec le Niger et le Mali et ayant sa propre population touareg, l'Algérie est directement affectée par les conflits dans ces deux États. Elle a donc plus à gagner dans la paix que d'autres acteurs externes et se veut un acteur incontournable dans la région. Avec sa doctrine traditionnelle de non-intervention, et la légitimité que lui donne son rôle historique dans la médiation des conflits au Sahel, l'Algérie constitue un acteur idéal pour ce rôle.

Alger demeure en outre la puissance régionale incontournable pour la lutte contre le terrorisme et l'insécurité au Sahel. L'actuel contexte géopolitique du Maghreb-Sahel lui impose une redynamisation soutenue de sa politique étrangère pour confirmer ce statut de puissance régionale. État pivot de la région, l'Algérie doit également maintenir son rôle de tête de pont entre les deux rives de la *Mare Nostrum*, en écho aux coopérations et alliances nouées dans la région entre puissances locales et acteurs extérieurs.



Mots clés

Diplomatie algérienne

Libye

Sahel

Mali